



EN SYNTHÈSE

L'ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT CONTINUE DE CROÎTRE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2018 MAIS DE FAÇON PLUS MODÉRÉE

Sur le premier trimestre de l'année, les entreprises artisanales enregistrent une croissance de 2,5 % en volume. Cette augmentation s'explique d'abord par une forte progression de la construction neuve avec 5 % de croissance et par une hausse plus mesurée en entretien-rénovation avec +0,5 %.

Mémo 1^{er} trim. 2018

Activité globale **↑+2,5 %**

Neuf **↑+5 %**

Entretien-Rénovation
↑+0,5 %

Prévisions 2018

Activité globale **↑+2,5 %**

Neuf **↑+5 %**

Entretien-Rénovation
↑+1 %

Ainsi, le premier trimestre de l'année enregistre une croissance de 2,5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2017. Il a été impacté par des conditions climatiques défavorables (fortes précipitations et chutes de neige), contrairement au 4^e trimestre 2017 qui avait été particulièrement dynamique avec une progression de 3,5 %. Les carnets de commandes, même s'ils restent favorablement orientés, se renouvellent plus facilement en construction neuve qu'en entretien-amélioration. L'ensemble des corps de métiers profitent de la hausse de l'activité, comprise entre 1,5 % et 3,5 %, notamment les entreprises d'électricité qui enregistrent la plus forte progression ce trimestre, bien qu'en très léger ralentissement par rapport au quatrième trimestre 2017 (+3,5 % ce trimestre contre +4 % au trimestre précédent). L'activité d'aménagement-décoration-plâtrerie quant à elle, croît à un rythme mesuré et stationnaire de +1,5 % depuis cinq trimestres. L'activité en région affiche une progression comprise entre 0,5 % et 4,5 %. Elle reste entraînée par l'Ouest de la France (Bretagne et Normandie +3,5 %) ainsi que par les régions de l'Est de la France (Grand-Est +4,5 %, Bourgogne-Franche-Comté +3,5 %).

Comme aux trimestres précédents, le dynamisme de l'artisanat du bâtiment reste le reflet d'une activité en construction neuve encore en forte hausse (+5 % en volume). Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochains mois. En effet, les mises en chantier de logements progressent de +12,5 % (en cumul sur un an) à fin février

2018 et représentent 427 300 logements commencés. Quant aux logements autorisés, ceux-ci affichent une hausse de +8 % sur la même période, soit 504 800 logements autorisés à la fin du mois de février.

En ce qui concerne l'activité en entretien-rénovation, elle progresse également, mais encore une fois de façon beaucoup plus modérée, au premier trimestre 2018, avec une hausse de +0,5 % en volume (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Elle profite, une fois de plus, du dynamisme des travaux de performance énergétique des logements qui affichent une hausse de +2,5 %.

L'activité des entreprises artisanales est en phase avec la dynamique de l'ensemble du secteur bâtiment (+2,5 % pour le bâtiment et l'artisanat du bâtiment) ce trimestre. Le premier trimestre 2018 représente ainsi pour l'artisanat du bâtiment le neuvième trimestre de hausse d'activité consécutif et affiche une tendance annuelle à +3 % (sur les quatre derniers trimestres). Il est à noter que les dispositions du projet de loi ÉLAN, les futures mesures du Programme de rénovation énergétique des bâtiments et l'avant-projet de loi de finances 2019 pèseront sur la structuration de la demande, tant dans le neuf que dans l'ancien.

Trimestre après trimestre, l'évolution de la conjoncture montre que le dynamisme de l'activité est fortement lié aux aides existantes (TVA à 5,5 %, CITE, PTZ...). Il reste, plus que jamais nécessaire de ne pas casser la reprise qui s'est engagée.

(Évolution en volume de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment)

VOLUME D'ACTIVITÉ

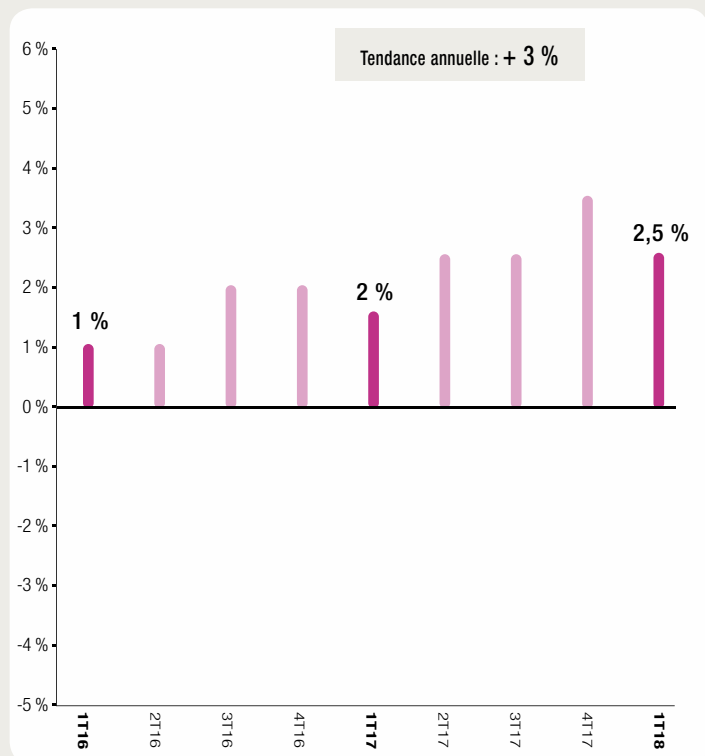
L'activité progresse au 1^{er} trimestre 2018

La hausse du volume d'activité des artisans du bâtiment atteint 2,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (en progression de 1,5 %). Du côté de la construction neuve,

l'activité enregistre une progression soutenue de 5 % (contre 2,5 % au même trimestre de l'année précédente). L'activité entretien-rénovation quant à elle, affiche une croissance plus modérée de

0,5 % ce trimestre. Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements augmente de 2,5 % (contre 2 % au même trimestre de l'année précédente).

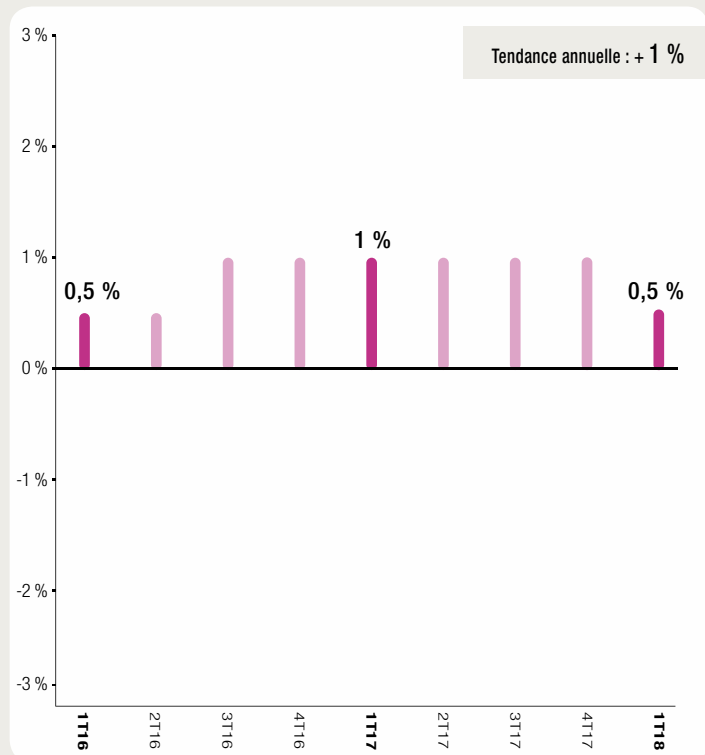
Activité globale



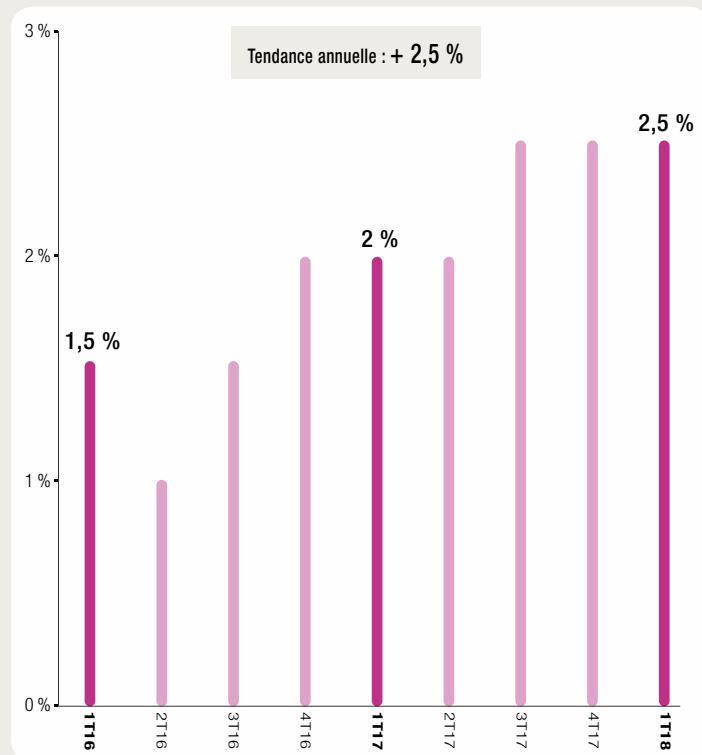
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris travaux de performance énergétique)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



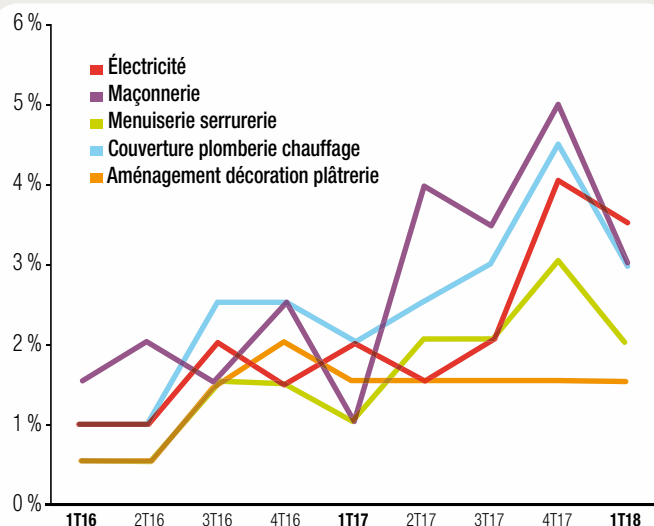
Sources CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Une hausse d'activité qui continue de profiter à l'ensemble des corps de métiers

La progression du volume d'activité se situe entre 1,5 % et 3,5 % pour les différents métiers. Les entreprises d'électricité enregistrent la plus forte progression ce trimestre, bien qu'en très léger ralentissement par rapport au quatrième trimestre 2017 (+ 3,5 % ce trimestre contre + 4 % au précédent). Les travaux de maçonnerie et de couverture-plomberie-chauffage voient leur activité en hausse de 3 % de leur activité alors que l'activité menuiserie-serrurerie enregistre une progression plus mesurée de 2 %. Seule l'activité d'aménagement-décoration-plâtrerie croît à un rythme stationnaire (+ 1,5 %) depuis 5 trimestres consécutifs.



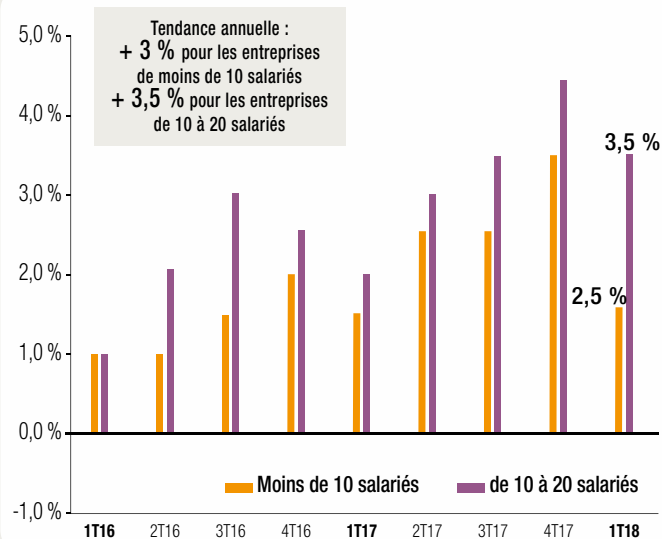
Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Un accroissement de l'activité toujours plus marqué pour les entreprises de 10 à 20 salariés

Au 1^{er} trimestre 2018, toutes les entreprises artisanales voient la croissance de leur activité perdre un point ce trimestre, atteignant des niveaux comparables ceux enregistrés durant l'été 2017.

Les entreprises entre 10 et 20 salariés enregistrent une augmentation de leur activité de l'ordre de + 3,5 %, à un an d'intervalle, et celles de plus petites tailles de + 2,5 %.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

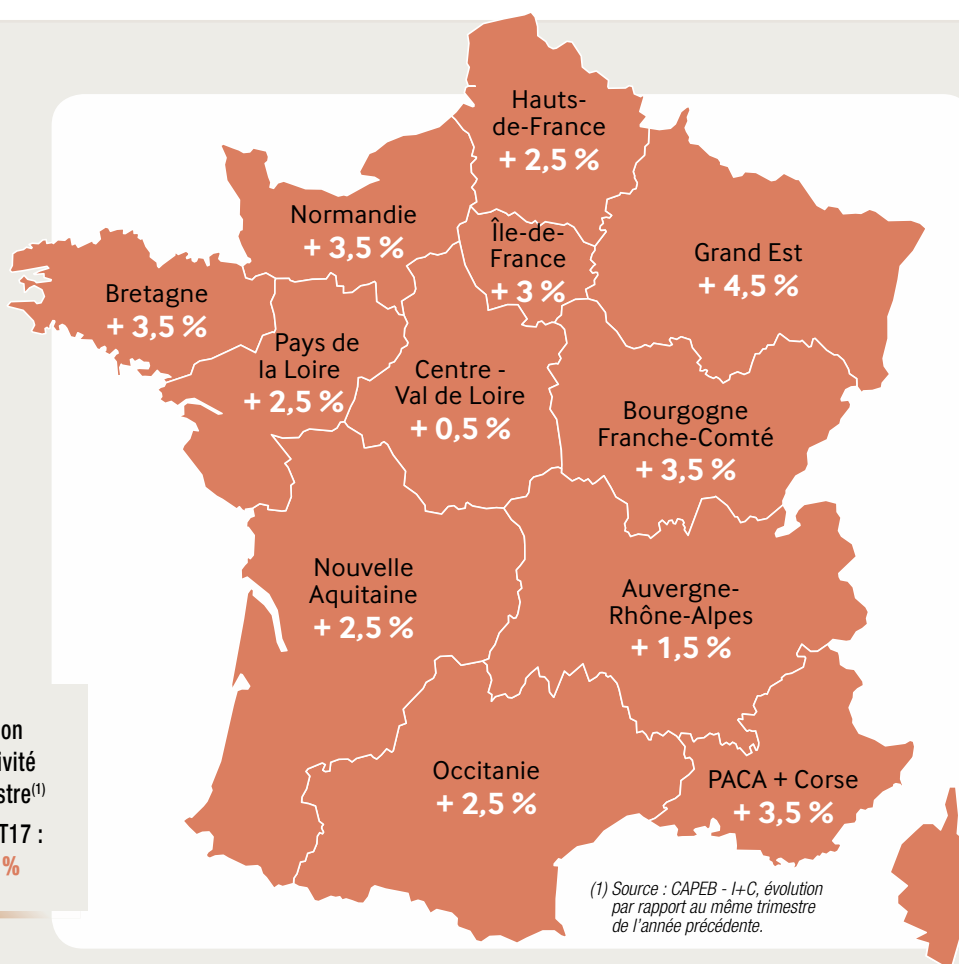
ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

Activité réalisée au 1T2018

Au 1^{er} trimestre 2018, même si l'ensemble des régions enregistrent une hausse de leur activité, l'activité demeure entraînée par les régions de l'Ouest de la France (Bretagne et Normandie + 3,5 %) ainsi que par les régions de l'Est de la France (Grand-Est + 4,5 %, Bourgogne-Franche-Comté + 3,5 %).

Les entreprises des régions Hauts-de-France, Pays-de-la-Loire, Nouvelle Aquitaine et Occitanie progressent au même rythme que la moyenne nationale.

Alors que le Centre Val de Loire et l'Auvergne-Rhône-Alpes (+0,5 % et + 1,5 %) affichent une hausse de leur activité bien en dessous du niveau national.

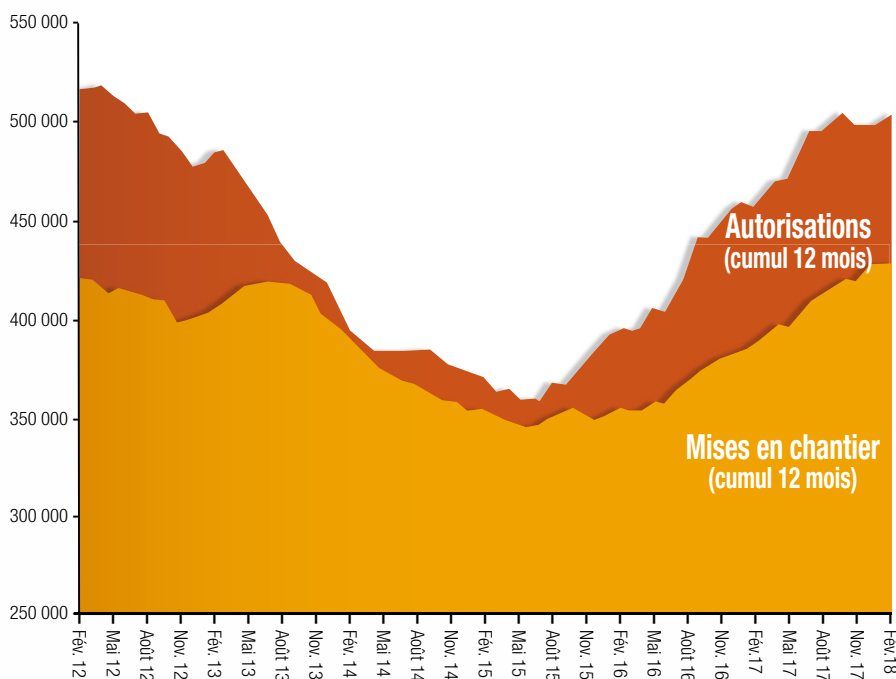


Situation de l'activité de la région (1)

1T18 / 1T17 :
+ 2,5 %

(1) Source : CAPEB - I+C, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

En février 2018, les chiffres de la construction de logement sont en forte hausse.

Entre mars 2016 et février 2018, le nombre de logements commencés s'est élevé à 427 300 unités (+ 12,5 % par rapport aux douze mois précédents), tandis que les permis de construire étaient au nombre de 504 800 (+ 8 %).

L'ensemble des segments profite de ce dynamisme, les mises en chantiers des logements collectifs progressent de 14,9 %, les logements individuels purs de 12,3 %, les logements individuels groupés de 6,8 % alors que les logements en résidence enregistrent une hausse de 5,2 %.

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin février 2018)

Variation (mars 2017 à février 2018 / mars 2016 à février 2017)

Individuels purs	148 100	+ 7,4 %
Individuels groupés	52 000	+ 2,8 %
Collectifs	269 400	+ 10,4 %
Logements en résidence	35 400	+ 1,6 %
Total	504 800	+ 8,0 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin février 2018)

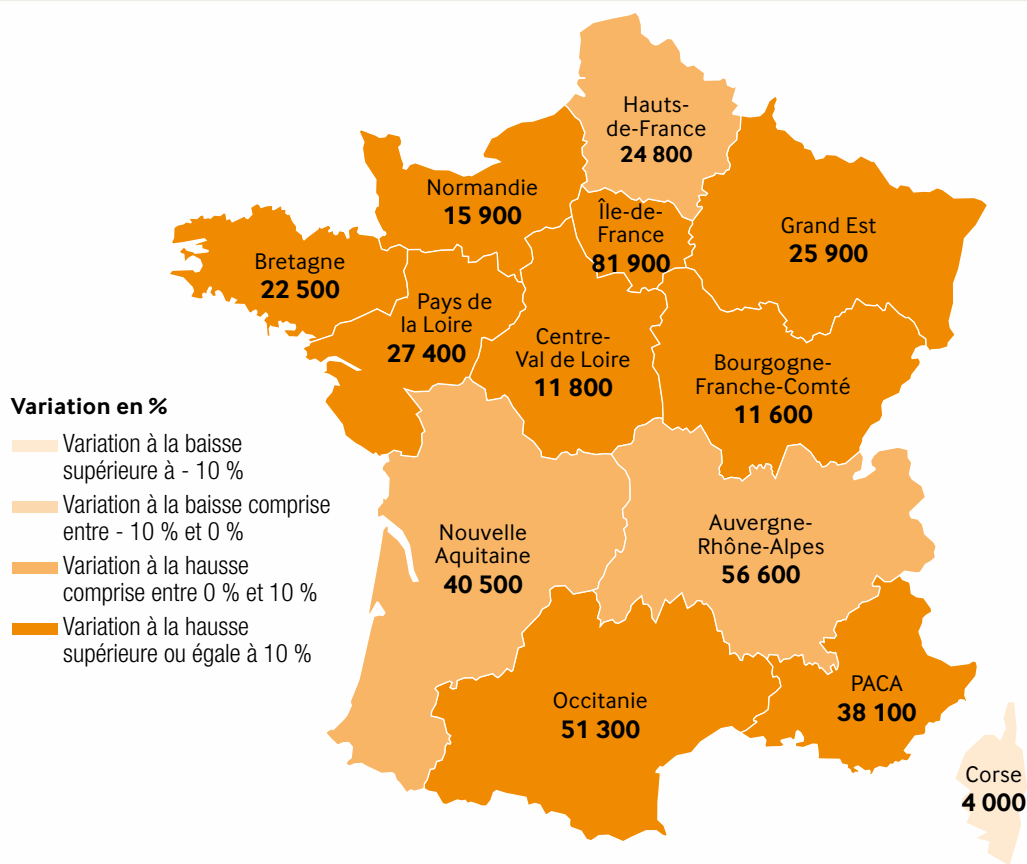
Variation (mars 2017 à février 2018 / mars 2016 à février 2017)

Individuels purs	133 000	+ 12,3 %
Individuels groupés	45 000	+ 6,8 %
Collectifs	219 900	+ 14,9 %
Logements en résidence	29 400	+ 5,2 %
Total	427 300	+ 12,5 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS COMMENCÉS (MARS 2017 À FÉVRIER 2018)



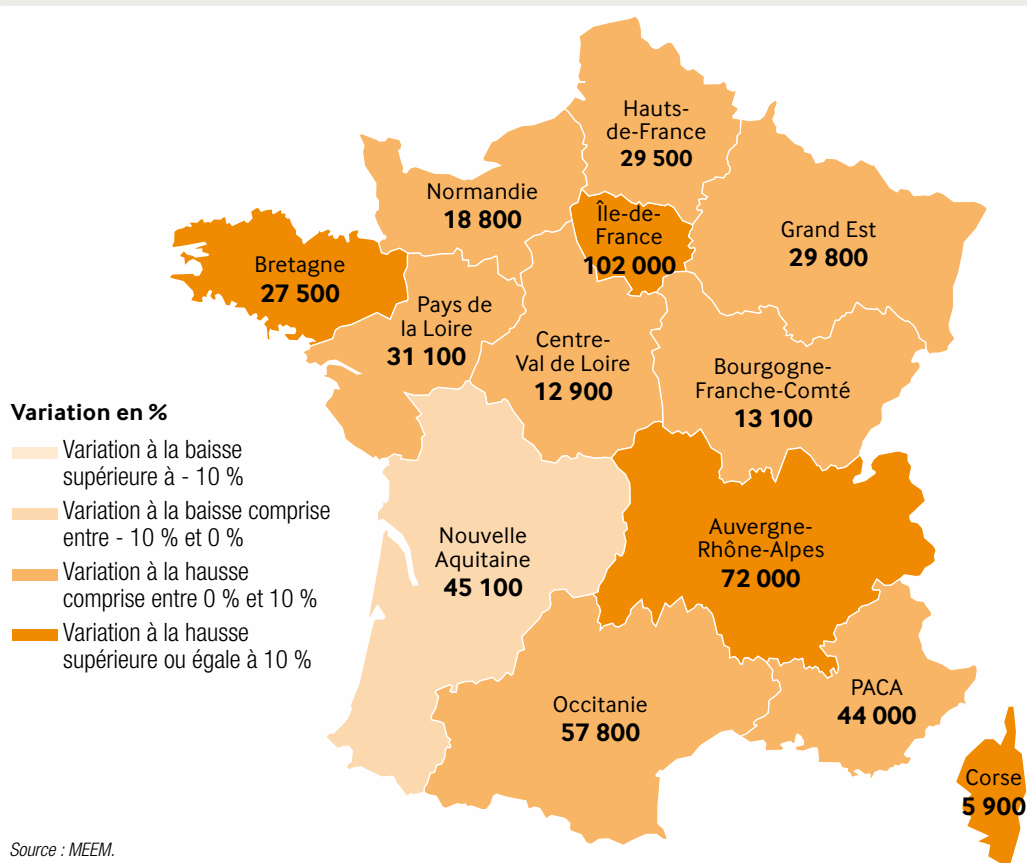
Au niveau national, le nombre de logements mis en chantier, cumulés sur douze mois (de mars 2017 à février 2018), a progressé de + 12,5 % (par rapport à la même période l'année précédente), soit 427 300 logements commencés.

Les mises en chantiers ont progressé dans l'ensemble de la région excepté en Corse.

Dans près de 70 % des régions, la hausse est même supérieure à 10 % (Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Normandie, Grand Est, Île-de-France, Occitanie et Bourgogne Franche Comté et Provence Alpes Côte d'Azur).

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2017 à février 2018, a enregistré une hausse supérieure à 10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2016 à février 2017). Ainsi à la fin février 2018, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 25 900.

LOGEMENTS AUTORISÉS (MARS 2017 À FÉVRIER 2018)



Au niveau national, les permis de construire affichent une progression significative de + 8 % au cours des 12 derniers mois (de mars 2017 à février 2018 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 504 800 autorisations.

Le nombre de permis a progressé dans l'ensemble des régions exceptées en Nouvelle Aquitaine.

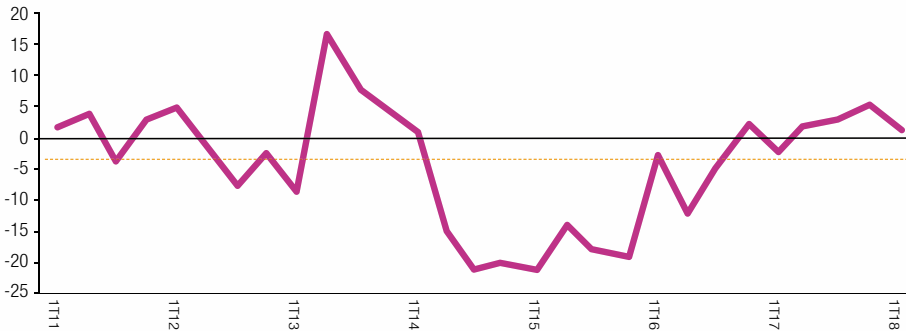
Dans plus de 30 % des régions, la hausse est supérieure à 10 % (Bretagne, Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Corse).

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2017 à février 2018, a enregistré une hausse comprise entre 0 % et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2016 à février 2017). Ainsi à la fin février 2018, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 29 800.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions légèrement positif

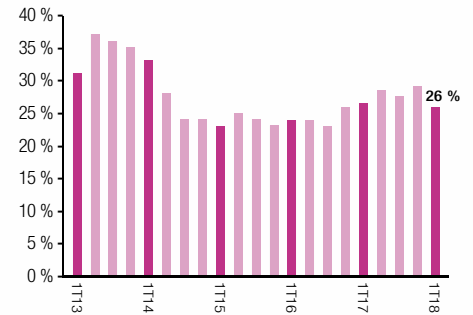
16 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 17 % constatent une hausse (soit un solde de + 1 point (contre - 3,5 en moyenne sur longue période).



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

26 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

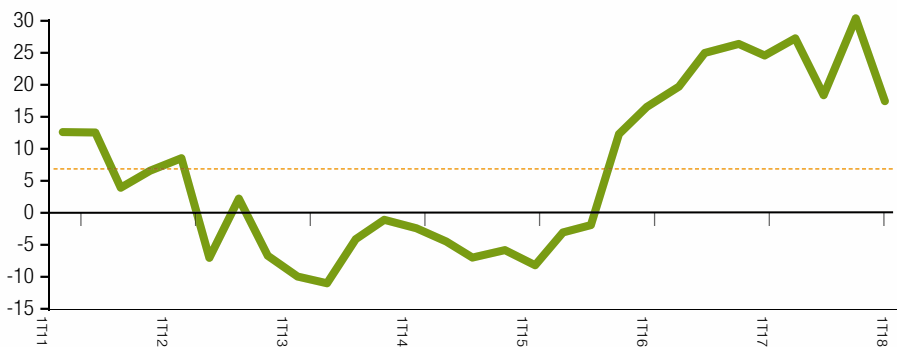
Près d'une entreprise sur quatre a réalisé des travaux pour le compte des collectivités locales. C'est une part plus faible que celle observée en fin d'année 2017 (30 % au 4T2017).



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions encore élevé

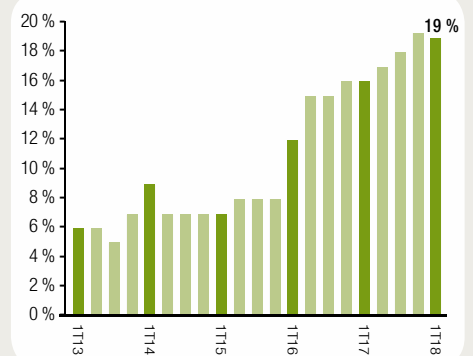
11 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 29 % constatent une progression. Le solde d'opinion s'établit à + 18 points et reste supérieur à la moyenne à long terme qui est de 6,9 points.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

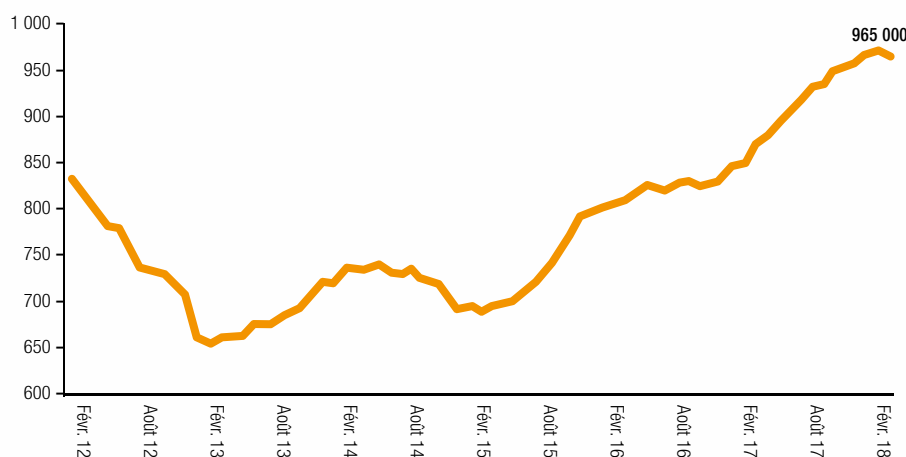
19 % des entreprises en sous-traitance

La part d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance repart à la hausse et atteint son plus haut niveau à 19 %, soit 3 points de plus qu'au même trimestre l'année précédente (16 %).



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulés sur les douze derniers mois (en milliers)



Source : CGEDD d'après DGFiP (MEDOC) et bases notariales

965 000 logements anciens vendus

En février 2018, on totalise 965 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 11 % sur un an.

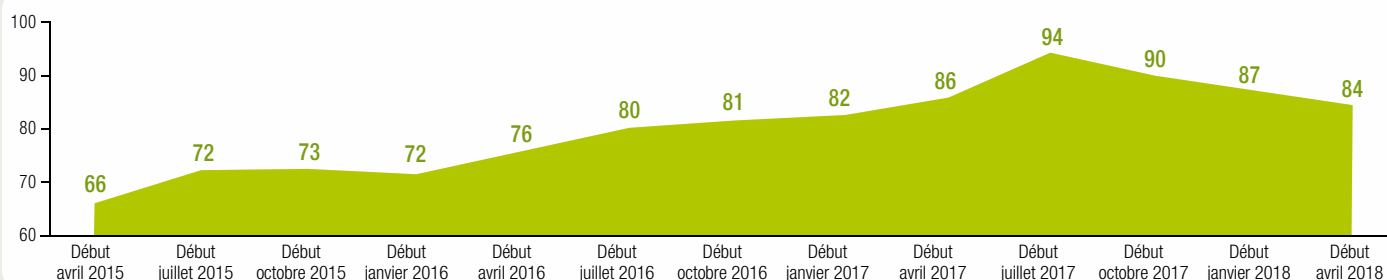
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

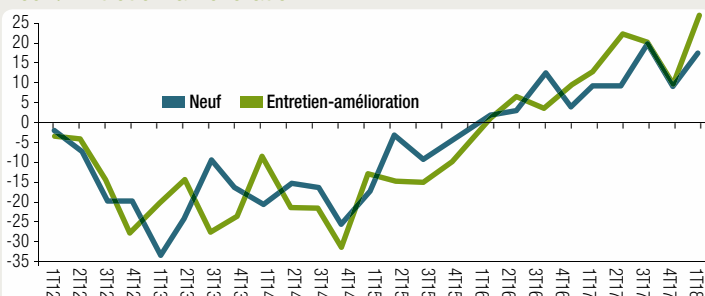
Le nombre de jours des carnets de commandes baisse légèrement

Les carnets de commandes représentent 84 jours de travail au 1^{er} trimestre 2018 (soit 2 jours de moins qu'un an auparavant et 3 jours de moins qu'au trimestre précédent). Le renouvellement des carnets de commandes augmente pour l'ensemble des entreprises quel que soit leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés). Il augmente davantage en construction neuve qu'en entretien-amélioration.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours

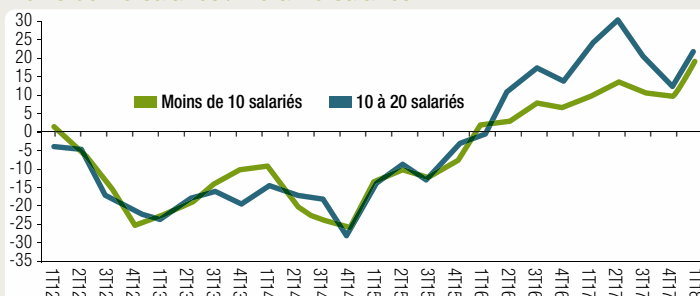


Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

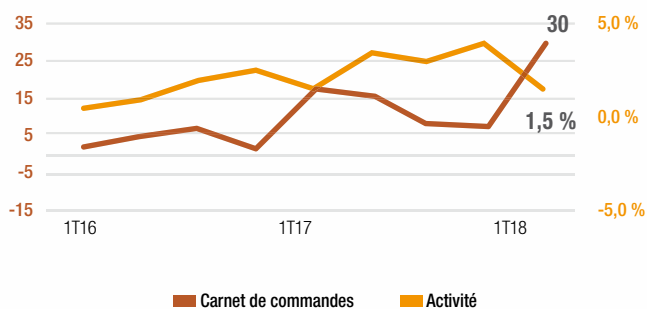
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



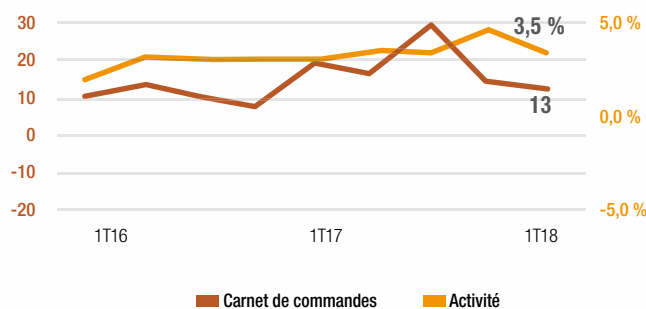
Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

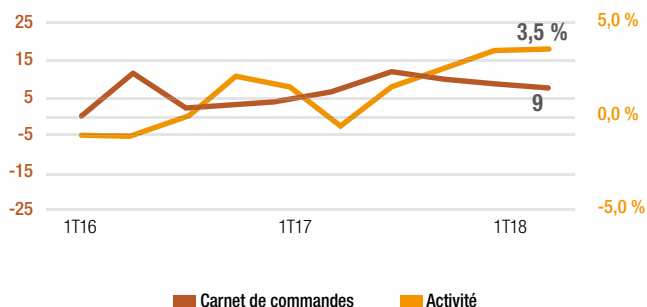
Auvergne-Rhône-Alpes



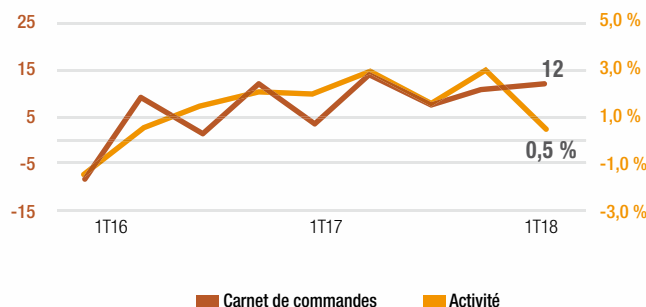
Bretagne



Bourgogne-Franche-Comté

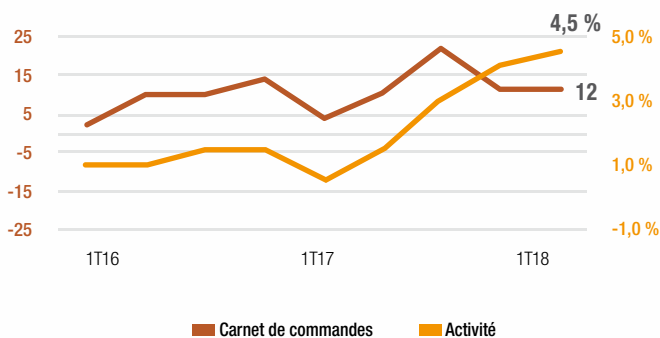


Centre Val de Loire

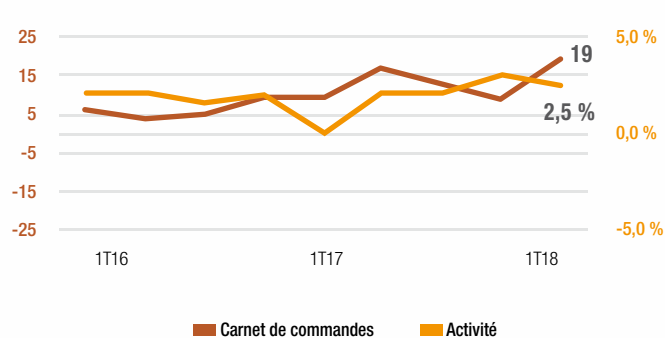


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

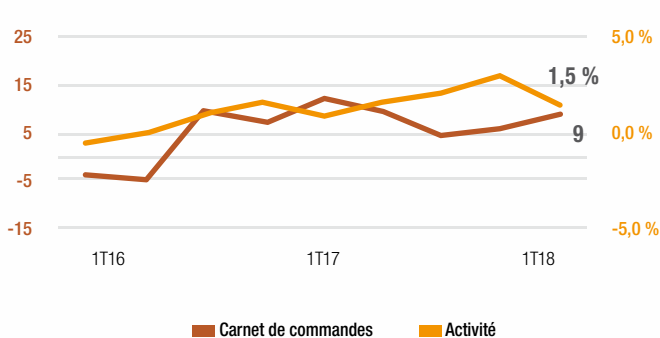
Grand Est



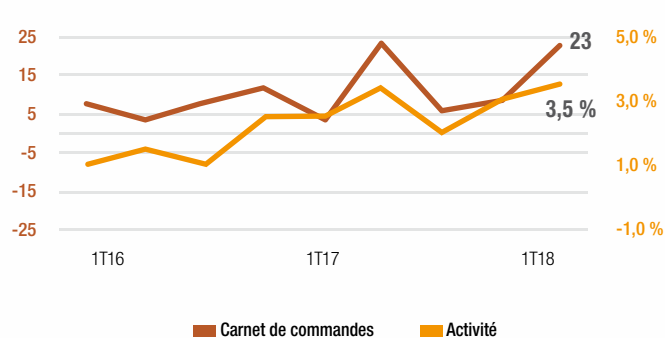
Hauts-de-France



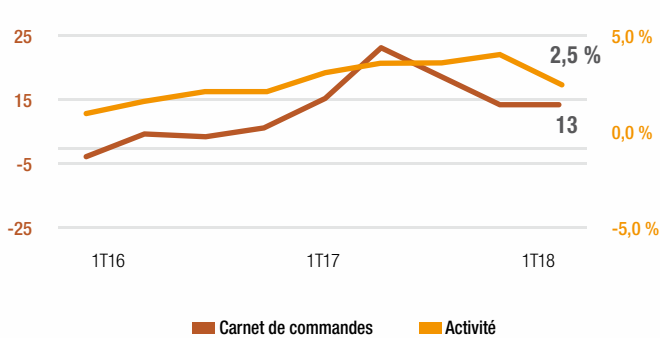
Île-de-France



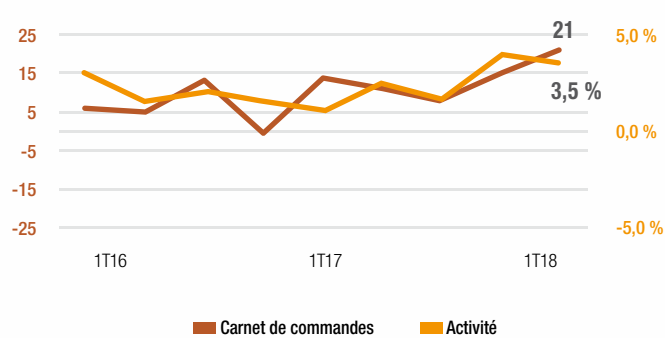
Normandie



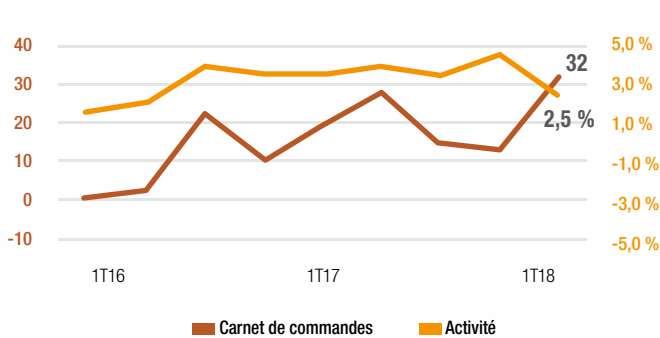
Nouvelle Aquitaine



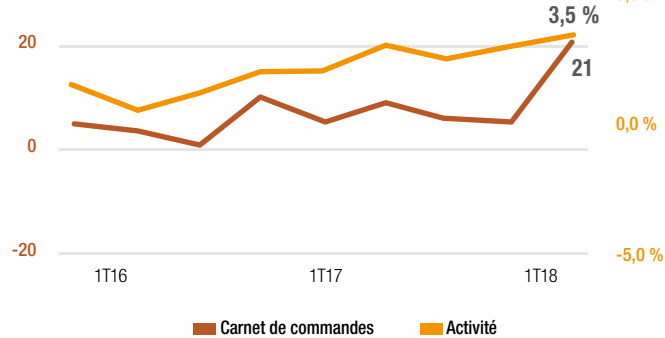
Occitanie



Pays de la Loire



Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année précédente (en jaune : activité et en rouge : solde d'opinions sur les carnets de commandes).

PRIX ET COÛTS

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

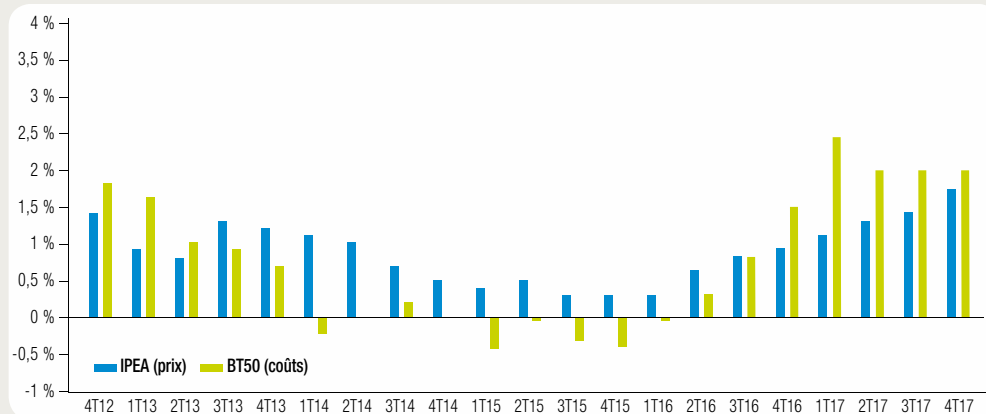
Des prix qui augmentent moins rapidement que les coûts

Au 4^e trimestre 2017, les prix augmentent de +1,7 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), en parallèle, les coûts augmentent de +2 % sur la même période.

L'augmentation globale des prix est présente sur tous les types de travaux.

La hausse des prix s'accélère dans les travaux de menuiserie métallique, serrurerie (+5,2 % après +4,2 %) et de peinture, revêtement mural, revêtement de sol souple (+2,0 % après +0,8 %) ; ils ralentissent dans les travaux de plomberie sanitaire (+0,4 % après +2,0 %) et d'électricité (+0,3 % après +0,6 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (4T2017/4T2016)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	+1,6 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	+2,0 %
Menuiseries Bois PVC	+2,5 %
Génie climatique	+1,9 %
Plomberie sanitaire	+0,4 %
Couverture zinguerie	+0,5 %
Électricité	+0,3 %
Menuiserie métallique Serrurerie	+5,2 %
Plâtrerie	+1,7 %

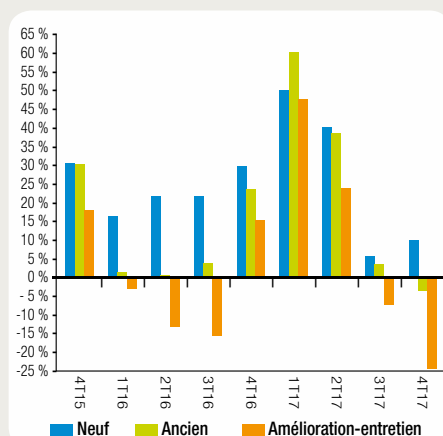
Source : INSEE et MEEM.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Le montant global des crédits en légère baisse : - 0,8 %

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf progressent : +10 % au 4^e trimestre 2017 (par rapport au même trimestre de l'année précédente).

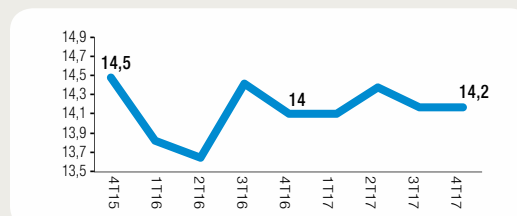
Quant aux crédits destinés à l'acquisition de logements anciens et aux travaux d'entretien-amélioration ils reculent ce trimestre, -3,4 % et -24,1 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

La consommation des ménages augmente au même rythme que leur pouvoir d'achat (+0,2 %), leur taux d'épargne est donc stable au quatrième trimestre : il s'établit à 14,2 % de leur revenu.



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en mars 2018

Évolution annuelle (M/M-12)

102,42 **+1,3 %**

Indice du coût de la construction

Valeur au 4T17

Évolution annuelle (T/T-4)

1 667 **+1,34 %**

Indice de référence des loyers

Valeur au 1T18

Évolution annuelle (T/T-4)

127,22 **+1,05 %**

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998

INDEX BT

Valeur en décembre 2017

Évolution annuelle (T/T-4)

109,7 **+2,0 %**

Source : MEEM, parution au JO le 22/03/2018, base 100 en 2010

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en février 2018

Évolution annuelle (M/M-12)

2 184,2 **+17,7 %**

Cuivre

En dollars/tonne en février 2018

Évolution annuelle (M/M-12)

7 000,3 **+17,8 %**

Zinc

En dollars/tonne en février 2018

Évolution annuelle (M/M-12)

3 528,5 **+24,0 %**

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Céramiques et mat. de const.

Valeur en février 2018

Évolution annuelle (M/M-12)

100,8* **+2,0 %**

Béton prêt à l'emploi

Valeur en février 2018

Évolution annuelle (M/M-12)

100,0 **+3,6 %**

Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en février 2018

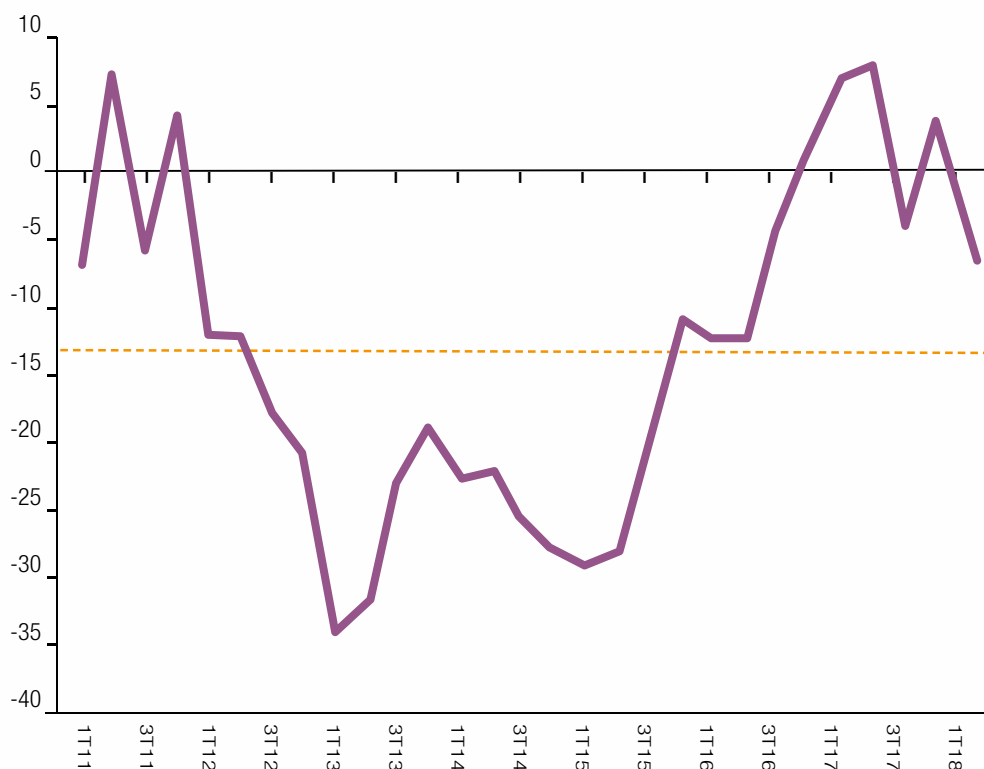
Évolution annuelle (M/M-12)

112,8* **+5,8 %**

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

* Valeurs provisoires

BESOINS DE TRÉSORERIE

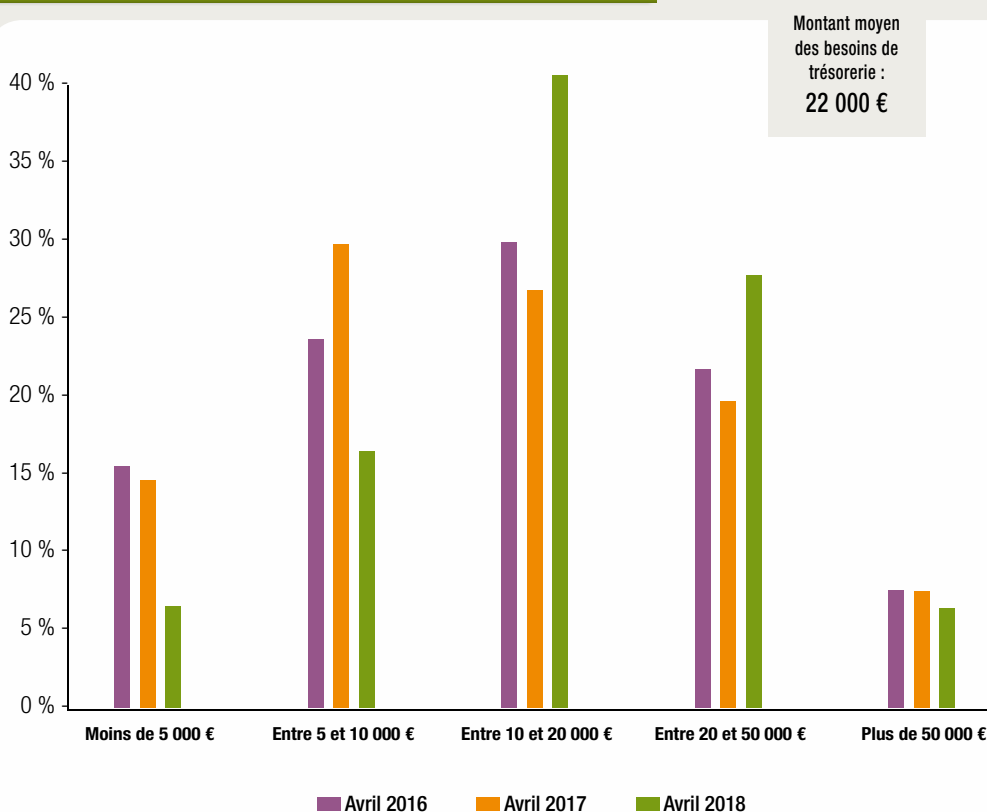


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie qui se détériore ce trimestre

Le solde d'opinions concernant la trésorerie redevient négatif et s'établit à - 5 points (contre - 13 points pour la moyenne de long terme) avec 14 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 9 % une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui augmentent toujours

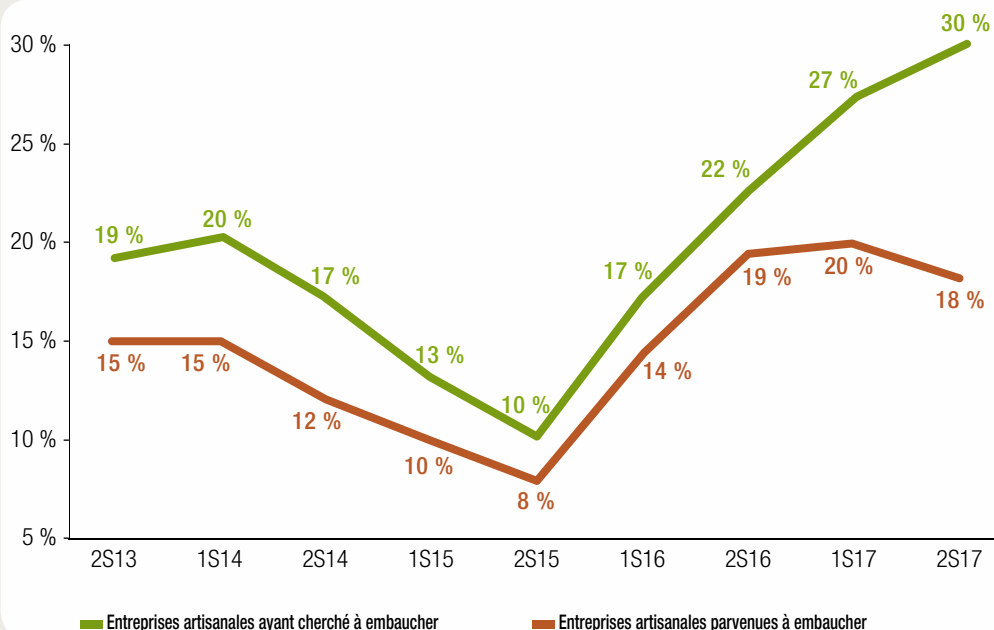
Au 1T18, 23 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 28 % au même trimestre de l'année précédente), dont 76 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

Le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises atteint 22 000 € (contre 20 000 € un an auparavant).

Au 1^{er} trimestre 2018, 12 % des entreprises déclarent une baisse des marges, contre 5 % une hausse, soit un solde d'opinions toujours négatif de - 7 points.

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



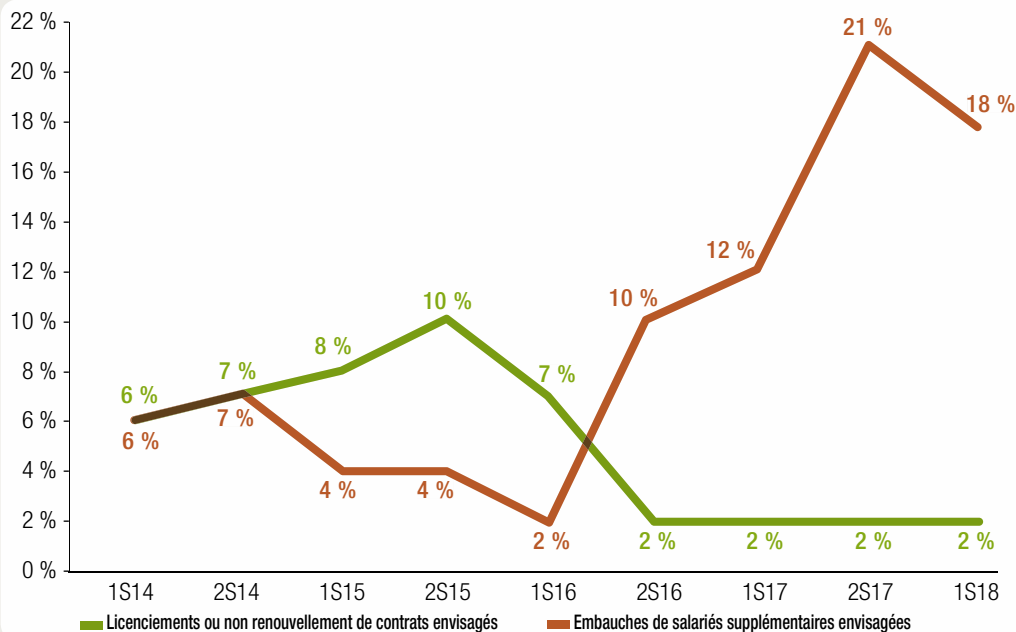
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

30 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du second semestre 2017.

Près de 12 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre. Ce chiffre est multiplié par 4 par rapport au même semestre un an auparavant.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Évolutions de l'emploi envisagées



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

En janvier 2018, le nombre d'entreprises souhaitant embaucher est largement supérieur au nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats.

80 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au premier semestre 2018 (contre 88 % au premier semestre 2017).

18 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 12 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

Seulement 2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2018. Ce chiffre est stable depuis 2 ans.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Créations : + 12,2 %

Au 4^e trimestre 2017, 16 489 créations (y compris auto-entrepreneurs) ont été enregistrées **dans le BTP** (+ 12,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : - 5,3 %

Au 4^e trimestre 2017, 2 875 défaillances d'entreprises ont été enregistrées **dans le bâtiment** (- 5,3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : Banque de France.

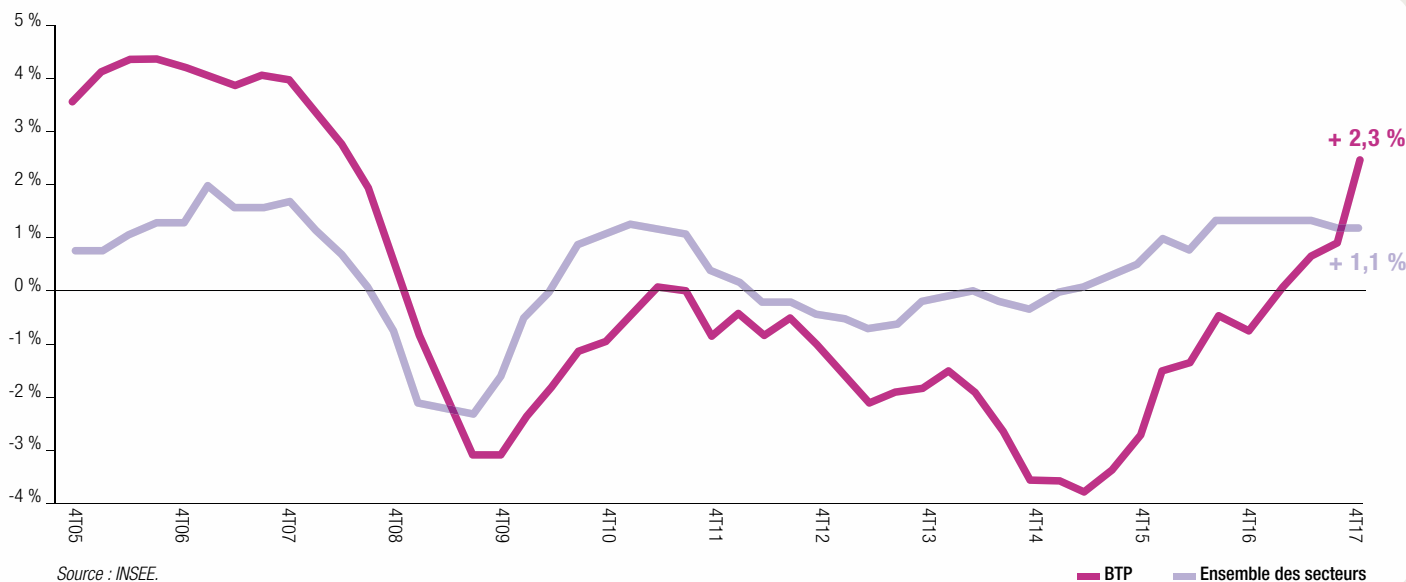
EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 347 700 au 4^e trimestre 2017, soit une hausse de l'emploi de 2,3 % sur un an, alors qu'il augmente de + 1,1 % sur la même période pour l'ensemble des secteurs.

Emploi intérimaire

Au 4^e trimestre 2017, le secteur de la construction totalise 128 359 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 115 900 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 11 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 8,6 %.



EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 4^e trimestre 2017, l'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés augmente de + 1,5 % (par rapport au même trimestre l'année précédente). Il s'agit du quatrième trimestre de hausse consécutive de

l'emploi salarié. L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 699 940 au 4^e trimestre 2017 (contre 689 784 au 4^e trimestre 2016).

